

Un mois de guerre : à quel prix, pour quel résultat ?

→ par Jean-Paul Lainé, animateur du secteur Convergences internationales

Plus de mille morts, des centaines de milliers de personnes déplacées qui sont aujourd'hui à la recherche de leur logement, de leurs quelques biens. Un pays aux infrastructures, aux centaines de villages, aux milliers d'immeubles détruits. Un bilan politique tout aussi affligeant ; comme l'a déclaré le député israélien Dov Dhein, l'un des rares à s'être opposé dès le départ à la guerre (membre du parti Haddash) : « *Personne n'a gagné dans cette guerre : les Libanais, les Palestiniens et nous aussi les Israéliens nous avons tous perdu. L'important (...) est de retourner aussi vite que possible à la table des négociations (...) [pour] parvenir à une solution pacifique globale comprenant notamment la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967* ». En France, de nombreuses personnalités

Dès juillet, le SNESUP avait exprimé à l'Ambassade d'Israël à Paris sa vive préoccupation sur une politique aux conséquences meurtrières et mettant en danger la sécurité des peuples de l'État d'Israël, du Liban et de l'ensemble du Moyen-Orient, puis au ministère des Affaires étrangères français sa demande d'intervenir vigoureusement auprès de l'ONU, de la communauté internationale et de l'Union européenne afin qu'ils imposent la voie de la paix et de la justice.

se sont exprimées dans ce sens, particulièrement Pierre Vidal-Naquet avant sa disparition (cf. page 23). Nous avons assuré nos amis progressistes, pacifistes, du Liban (Ligue des Professeurs), d'Israël et de Palestine de notre solidarité dans leur combat. Pour l'heure, c'est la

force d'interposition qui doit garantir que les armes se taisent, étape essentielle d'un règlement négocié. ●



© Neji Farah

Aujourd'hui l'urgence : obtenir réparation et construire la paix

L'activité internationale du SNESUP

Les convergences internationales se nouent entre organisations et aussi dans l'activité de chaque universitaire. Ce secteur s'organise pour une activité « tous azimuts » qui concerne tous les syndiqués !

Depuis le congrès de Créteil, le secteur « convergences internationales », qui a toujours eu une activité notable, en cohérence avec la nature de notre métier⁽¹⁾, s'est élargi et rajeuni. Il s'organise pour mener les activités suivantes :

L'EUROPE : UNE PRIORITÉ

L'activité prioritaire est bien sûr l'Europe. Elle se fait sous deux formes : sous forme bilatérale par les relations syndicales directes et sous forme multi-

latérale à travers le forum social européen et nos rencontres au sein de deux réseaux de scientifiques : la FMTS (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques) et INES (International Network of Engineers and Scientists). Au cours de l'année universitaire 2005-2006 nous avons particulièrement dialogué avec les Italiens, les Grecs et les Britanniques qui ont mené des luttes respectivement sur les statuts des personnels, le service public d'enseignement supérieur en

général et sur les salaires.

RELATIONS NORD-SUD ET FRANCOPHONIE

Les autres priorités sont le dialogue Nord-Sud et la francophonie. Nous avons des relations régulières avec les syndicats du Maghreb et ceux de nombre de pays d'Afrique subsaharienne francophone. Avec le Sénégal, le Niger et le Québec, nous préparons un projet en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie sur la qualité, l'évaluation, la mobilité dans l'enseignement supérieur.

Un travail de « veille », de « captage » des informations régulier doit être assuré : à cette fin nous faisons appel à tous les camarades investis dans les coopérations internationales par leurs activités de recherche ou/et d'enseignement. L'adresse du secteur est le suivant :

international@snesup.fr ●

ALGÉRIE : SYNDICALISTES DEVANT LE JUGE !

Une activité syndicale réellement syndicale, indépendante, courageuse, est difficile dans nombre de pays. Nos camarades du CNES algérien viennent d'en faire encore l'expérience : deux de leurs dirigeants nationaux ont été mis en garde à vue le 28 mai dernier. Devant l'émotion dans les campus le pouvoir a reculé, malgré sa volonté de criminaliser pour la décourager l'action revendicative : il a libéré les camarades Cherbal et Mechab au bout de 24 heures mais a maintenu le contrôle judiciaire ! Ce n'est que le 27 août que ce contrôle a été levé. Le 30, Farid Cherbal, biologiste, enseignant-chercheur à l'Université Houari Boumediène d'Alger comparait devant un juge pour avoir incité à l'action pour la satisfaction de revendications de salaires, de logement, actions légitimes depuis plus d'un siècle dans nombre de pays. Nous sommes intervenus dès le mois de mai et restons vigilants.

(1) Avec le SNES et récemment le SNUIPP, le SNESUP est le syndicat ayant le plus de liens syndicaux internationaux au sein de la FSU.